

---

## Katyn ou l'histoire exhumée

Ewa Maczka

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/elh/240>

DOI : 10.4000/elh.240

ISSN : 2492-7457

### Éditeur

CNRS Éditions

### Édition imprimée

Date de publication : 10 juin 2012

Pagination : 69-72

ISBN : 978-2-35698-046-5

ISSN : 1967-7499

### Référence électronique

Ewa Maczka, « Katyn ou l'histoire exhumée », *Écrire l'histoire* [En ligne], 9 | 2012, mis en ligne le 10 juin 2015, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/elh/240> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/elh.240>

---

Tous droits réservés

# Katyn ou l'histoire exhumée

COMMENT UN ASTRONOME RUSSE devient-il historien amateur, défenseur des droits de l'homme et fervent artisan de l'exhumation du passé soviétique? Pour Alexey Pamyatnykh, un livre et deux cent soixante kilomètres à vélo ont suffi. Il dévore en 1987 *Le Crime de Katyn à la lumière de documents*<sup>1</sup>, ouvrage introduit par le général Anders et publié en 1948, et dans la foulée enfourche sa bicyclette. À Katyn, il découvre un monument portant en polonais une contre-vérité historique, mal orthographiée qui plus est. Ainsi naît la rage d'enquêter

Katyn. Ce village situé sur le Dniepr, entouré de forêts et à dix-huit kilomètres de Smolensk, est aussi un lieu de mémoire. Son nom scande les livres d'histoire, les revendications mémorielles ou

les discours politiques. Pourquoi tant d'émois, de tourments, de préoccupations?

C'est que le nom renvoie au massacre de vingt-deux mille officiers polonais ainsi que d'une partie de l'élite administrative et politique, perpétré par la police politique soviétique, le NKVD, au printemps 1940, soit peu après l'intervention militaire soviétique en Pologne, qui débuta le 17 septembre 1939. Katyn est emblématique d'autres lieux de massacres – Kharov, Miednoïe et Bykivnia<sup>2</sup> – commis sur décision des membres du Politburo, dont Joseph Staline, sur la demande de Lavrenti Beria, le 5 mars 1940. L'ordre est de fusiller, sans procès ni acte d'accusation, les détenus polonais des camps d'internement spéciaux de Starobielsk, Ostachkov et Kozielsk ainsi

Ewa Maczka, doctorante en sociologie, université Lumière Lyon-II.

1. Józef Mackiewicz (éd.), *Żbrodnia katyńska w świetle dokumentów*, introd. Władysław Anders, Londres, Gryf, 1948.
2. La dernière fosse commune, découverte en 2007 à Bykivnia, contient les corps des Polonais internés dans des prisons situées sur les territoires occidentaux de l'Ukraine actuelle. Les 3 700 Polonais de « la liste biélorusse » furent probablement enterrés dans une fosse commune à Kuropaty, près de Minsk, aux côtés de victimes d'autres nationalités exécutées par le régime soviétique entre 1937 et 1941.

que ceux des prisons situées sur les territoires occidentaux des actuelles Ukraine et Biélorussie.

Katyn devient aussi symbole d'un mensonge d'État créé de toutes pièces par l'URSS et soutenu dans les pays du bloc soviétique jusque dans les années 1990. Dès la découverte de fosses communes par les Allemands en 1943, le gouvernement soviétique en attribue la responsabilité aux forces armées allemandes. Le procès de Nuremberg, censé se prononcer également sur le cas de Katyn, aboutit curieusement à une absence de toute mention le concernant<sup>3</sup>. C'est que la stratégie diplomatique de bonnes relations avec l'URSS, pays allié, prédomine sur toutes autres considérations<sup>4</sup>.

Si l'affaire est classée, la mémoire, elle, perdure. Katyn entre dans le canon *sub rosa* de la célébration du patriotisme et de l'héroïsme national polonais<sup>5</sup>. Quelques publications circulent clandestinement, dont, parmi les plus connues, celle que lit Alexey Pamyatnykh en 1987, ou encore un autre ouvrage du général Anders, *Sans dernier chapitre. Souvenirs des années*

*1939-1946*<sup>6</sup>, ainsi que *Souvenirs de Starobielsk*<sup>7</sup> de Jozef Czapski, l'un des rares survivants des camps.

Katyn incarne donc, aux yeux des Polonais, l'essence de l'apogée de la politique soviétique de persécutions antipolonaises. Il porte une mémoire, d'autant plus traumatisée qu'elle affronte le silence et le mensonge des gouvernements soviétique et de la République populaire de Pologne, ce jusqu'en 1990.

C'est ce lent « déterrement » des archives que retrace l'article d'Alexey Pamyatnykh, dans le contexte des enjeux politiques apparus après la transformation démocratique en Pologne en 1989 et à partir de la perestroïka, enjeux s'accompagnant en Russie de questionnements sur un passé resté soigneusement dissimulé. Cette chronique minutieuse gagne à être éclairée par la période postérieure à la publication de son article en 2009.

Le travail d'exhumation et d'appropriation que retrace le texte a un impact mémoriel à la fois inédit et énorme sur la scène politique polonaise et dans les

3. L'absence de toute mention de Katyn dans le verdict du Tribunal laisse à penser que la partie allemande réussit à prouver son innocence. Cette absence fut souvent interprétée comme signalant en creux la responsabilité de l'URSS dans le massacre.
4. Le rapport de George Earle, missionné par le président des États-Unis Franklin Roosevelt, et celui de l'ambassadeur britannique auprès du gouvernement polonais en exil durant la Seconde Guerre mondiale, Owen O'Malley, démontrent des incohérences dans l'enquête menée par la partie soviétique, dirigée par Andreï Vychinski, et confortent de fait la thèse de la responsabilité de l'URSS.
5. La sociologue Barbara Szacka nuance ce processus clandestin d'appropriation mémorielle qui perdure surtout parmi les élites intellectuelles du pays. Voir « Tylko elita pamięta? », interview de Barbara Szacka par Adam Leszczyński, *Gazeta Wyborcza*, 16 sept. 2007.
6. Version française : *Mémoires (1939-1946)*, trad. J. Rzewuska, La Jeune Parque, 1948.
7. Publiés pour la première fois par le Service culturel et de presse du 2<sup>e</sup> corps d'armée polonaise, 1944 ; version française : Montricher (Suisse), Noir sur Blanc, 1987.

relations bilatérales russo-polonaises, car ses usages mémoriaux et publics se mêlent. L'avant-première du film d'Andrzej Wajda *Katyn*, le 17 septembre 2007, annonce en quelque sorte l'instauration le 14 novembre 2007 par le Parlement polonais de la Journée de la mémoire des victimes de Katyn, chaque 13 avril. Katyn est alors au cœur de tous les fantasmes, mémoriaux et politiques, comme le montre le débat concernant la qualification du massacre, qui se déroula à l'occasion de la discussion de la proposition de loi commémorant l'invasion militaire de la Pologne par l'URSS le 17 septembre 1939. Finalement, la formule adoptée le 23 septembre 2009 mentionne un « crime comportant des caractéristiques de génocide ». La qualification du massacre n'est d'ailleurs que partie remise, car, à la suite du dépôt d'une requête par l'Association des familles de Katyn, la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg pourra se prononcer non seulement sur la réhabilitation des victimes et la levée du secret sur des actes de l'enquête menée par la Procuration militaire générale en Russie, mais aussi sur la qualification des faits.

Symptomatiquement, la législation mémorielle sert de point d'appui à des stratégies politiques

8. Cette rencontre suit d'ailleurs celle des deux Premiers ministres à Westerplatte, endroit également chargé d'histoire : c'est là qu'eut lieu l'attaque allemande du 1<sup>er</sup> septembre 1939 contre la Pologne. Le geste de Vladimir Poutine met en cause la chronologie officielle russe, qui date la Seconde Guerre mondiale de 1941, ce qui revient à revisiter la portée du pacte Molotov-Ribbentrop ainsi que la responsabilité de l'URSS aux côtés des Allemands dans les années 1939-1941.
9. En 2005, le président polonais, Aleksander Kwasniewski, invité à la même commémoration, avait subi un affront diplomatique, étant placé loin parmi les invités. Vladimir Poutine avait également omis de mentionner la Pologne parmi les nations ayant combattu l'Allemagne nazie.

plus globales. En Pologne, la loi du 23 septembre 2009 précise que « la réconciliation polono-russe nécessite le respect de la vérité historique ». Pour la Russie, la commémoration du massacre par les deux Premiers ministres à Katyn, le 7 avril 2010, est sans précédent<sup>8</sup> et donne lieu à un ballet diplomatique : pour la première fois dans l'histoire un responsable russe prévoit de se rendre sur le lieu du massacre et Vladimir Poutine entend y aller accompagné de son homologue polonais, Donald Tusk.

Le 10 avril 2010, les réactions à la catastrophe aérienne de Smolensk, dans laquelle disparaissent le président polonais Lech Kaczynski ainsi qu'une grande partie de la plus haute élite administrative et militaire, confirment ce dégel. L'événement provoque des manifestations de solidarité entre la Russie et la Pologne : Vladimir Poutine serre Donald Tusk dans ses bras ; des foules se pressent devant l'ambassade polonaise à Moscou ; le film d'Andrzej Wajda est diffusé sur l'une des principales chaînes de la télévision russe ; une unité militaire polonaise défile le 9 mai 2010 juste derrière les troupes russes et celles des ex-Républiques soviétiques<sup>9</sup>... Mais la défaite à

l'élection présidentielle de Jaroslaw Kaczynski, frère jumeau du président décédé, modifie la tonalité de ce deuil : frappée d'un syndrome complotiste, l'opposition exige que le gouvernement « livre la vérité » sur la catastrophe. Ce « chantage de Smolensk » menace alors d'empoisonner non seulement la scène politique polonaise, mais aussi les relations avec la Russie.

Toutefois, le côté russe multiplie les actes symboliques, y compris législatifs. Le 26 novembre 2010, la Douma qualifie le massacre de « crime du régime stalinien ». La loi insiste aussi sur la réconciliation russo-polonaise et précise :

Le meurtre de masse des citoyens polonais sur le territoire de l'URSS durant la Seconde Guerre mondiale fut un acte de violence perpétré par un État totalitaire qui réprimait également des centaines de ses citoyens soviétiques [...]. Les députés, au nom de la nation russe, tendent une main amicale à la nation polonaise.

Des gestes suivent : les Archives d'État russes publient sur leur site internet les principaux documents du dossier spécial concernant Katyn ;

en avril 2011, les présidents des deux pays se rencontrent à Katyn et à Smolensk, désormais symboles de la double disparition d'une élite nationale ; 148 des 183 tomes de l'enquête de la Procuration militaire générale sont remis à la Pologne entre 2010 et 2011.

Reste que le « dossier Katyn » n'est pas clos. La partie polonaise, secondée par l'association russe Memorial<sup>10</sup>, demande la réhabilitation des victimes en tant que victimes des répressions soviétiques et la remise de la totalité des documents de l'enquête. La Pologne doit toutefois tenir compte d'un certain relativisme russe vis-à-vis de ce massacre dans l'histoire soviétique : non qu'il serait mineur, mais il n'est que l'une des nombreuses tragédies figurant sur la liste des répressions soviétiques en Russie.

Longtemps nié et gardé secret, Katyn est enfin et paradoxalement devenu la clef de voûte de la réconciliation russo-polonaise et un puissant élément de référence dans la prise de distance avec le passé stalinien en Russie.

10. Memorial est une association russe de défense des droits de l'homme, créée en 1989 à Moscou, qui effectue un travail de documentation et d'éclairage du public sur les répressions staliniennes et de l'histoire de leurs victimes.